

- Le Conseil régional des autochtones du Petit Lac des Esclaves, en Alberta, est en voie de mettre sur pied une association communautaire pour prendre en main les délinquants juvéniles autochtones dont c'était la première infraction, plutôt que de traduire ces derniers devant les tribunaux.
- A New Waterford, en Nouvelle-Ecosse, un groupe de personnes âgées, qui a reçu pour nom "Jay", a été constitué pour enseigner les bases de la nutrition aux enfants ayant des difficultés d'apprentissage.

En réponse à l'enthousiasme suscité par ces projets spéciaux, le gouvernement a dressé une liste de plus de 200 programmes en cours destinés à venir en aide aux enfants. Ces programmes couvrent toute une gamme d'activités relatives à la santé, à la nutrition, et aux services de garderie et comprennent également des films éducatifs. L'AIE nous a sensibilisés davantage au besoin d'accorder une plus haute priorité à l'aide aux enfants canadiens désavantagés. Bien que le Canada jouisse d'un haut niveau de vie, qu'il ait un régime d'assurance-maladie et qu'il dispose d'une vaste gamme de services sociaux, il compte néanmoins un certain nombre d'enfants qui sont pauvres, sous-alimentés, maltraités, malades, sous-instruits et abandonnés. Ce sont les innocentes victimes d'une société en évolution au sein de laquelle la famille est soumise à des tensions économiques et sociales qu'elle a parfois peine à surmonter.

Ayant recensé les principaux secteurs de préoccupation en ce qui concerne le bien-être des enfants, la Commission canadienne a dressé un plan d'action national comportant 12 points; les questions économiques, la famille, la santé et le bien-être, la dynamique de la vie et l'éducation, les loisirs et l'immigration, l'enfant et la loi, la télévision et les médias, l'entente internationale et interculturelle, la protection de l'enfant et les soins pédiatriques, les enfants autochtones, la nature et l'environnement. On demandera aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales au Canada de mettre en application les recommandations découlant de ce plan d'action national.

La réponse aux besoins spéciaux des enfants qui grandissent dans un monde à valeurs morales confuses requiert davantage que des programmes pour atténuer des problèmes précis. L'AIE nous a montré que le bien de la famille devrait avoir une place centrale dans la formulation de la politique publique. Les familles sont soumises à des forces socio-économiques puissantes sur lesquelles elles n'ont que peu d'emprise: chômage, inflation, hausse du coût du logement. Si nous voulons véritablement faire progresser la question des droits de l'enfant, il nous faut examiner d'un